Chapitre 2 – Les régimes totalitaires et la France des années 1930

Introduction

Dans l'entre-deux-guerres, des régimes totalitaires s'installent en Europe, notamment l'URSS de Staline et l'Allemagne nazie d'Hitler. Un régime totalitaire est un régime à parti unique qui cherche à contrôler la société, à imposer son idéologie et à éliminer toute opposition. Les conséquences de la Première Guerre mondiale, le traité de Versailles et la crise économique de 1929 favorisent la montée de ces régimes. Nous nous demanderons quelles sont les caractéristiques des régimes totalitaires et comment leurs ambitions contribuent à conduire à la Seconde Guerre mondiale.

→ activité 1 – SRTE

A. La crise de 1929

→ activité 2 – La crise de 1929 (étude de cas)

Les États-Unis dans les années 1920

Dans les années 1920, l'économie américaine connaît une forte croissance, portée notamment par l'industrie automobile, la construction et la consommation. Le crédit se développe et permet aux ménages d'acheter davantage. Les États-Unis sont aussi créanciers de plusieurs pays européens, qui leur doivent de l'argent depuis la Première Guerre mondiale.

Le tournant de 1929 et la Grande Dépression

Pendant les années 1920, de nombreux Américains investissent en Bourse. La spéculation et le recours au crédit fragilisent l'économie, tandis que certaines entreprises produisent plus que le marché ne peut absorber.

À Wall Street, les ventes d'actions s'accélèrent en octobre 1929. Le jeudi 24 octobre, appelé « jeudi noir », les investisseurs paniquent et cherchent à vendre massivement leurs titres : les cours s'effondrent. Ce krach boursier déclenche une crise financière. La crise devient économique : la production recule et le chômage augmente fortement, atteignant environ 25 % de la population active américaine en 1933. Des millions d'Américains connaissent la pauvreté ; des agriculteurs perdent leur exploitation et des familles sont expulsées de leur logement. Élu en 1932, Franklin D. Roosevelt entre en fonction en 1933 et lance le New Deal « nouvelle donne ».

La crise dans le monde

La crise se diffuse à l'étranger, notamment lorsque les banques et les investisseurs américains rapatrient une partie de leurs capitaux. La crise fragilise les démocraties et favorise les mouvements extrémistes.

Définitions

Crise économique : dégradation de la situation économique, marquée notamment par un recul de l'activité.

Grande Dépression : crise économique mondiale qui débute en 1929 et se prolonge durant les années 1930.

Krach boursier : effondrement brutal des cours en Bourse.

New Deal : politique d'intervention de l'État fédéral menée aux États-Unis à partir de 1933 sous Franklin D. Roosevelt.

B. Le régime nazi en Allemagne

→ activité 3 – Étude vidéo et étude de cas

Après la Première Guerre mondiale, l'Allemagne est vaincue et doit accepter le traité de Versailles. Le sentiment d'un « **diktat** » imposé par les vainqueurs nourrit le nationalisme et la contestation de la République de Weimar. **Adolf Hitler**, chef du Parti national-socialiste des travailleurs allemands (**NSDAP**), dénonce le traité et les réparations imposées à l'Allemagne.

En novembre 1923, Hitler tente de prendre le pouvoir par un coup de force en Bavière, mais échoue. Le parti nazi est interdit et Hitler est emprisonné. Après sa libération, il choisit de conquérir le pouvoir par les élections. Dans le contexte de la crise économique à partir de 1929, le NSDAP progresse fortement et devient le premier parti au Reichstag en juillet 1932, sans obtenir la majorité absolue. **Le 30 janvier 1933, le président Hindenburg nomme Hitler chancelier.** Hitler, après la mort de Hindenburg en août 1934, concentre les fonctions de chef de l'État et de chef du gouvernement sous le titre de **Führer** « guide ».

Une idéologie raciste et antisémite

Le nazisme repose sur le racisme, l'antisémitisme, le nationalisme et le rejet de la démocratie. Hitler expose ses idées dans *Mein Kampf*, publié en deux volumes en 1925 et 1926. Les nazis prétendent que l'humanité est divisée en races hiérarchisées et présentent les Allemands comme appartenant à une prétendue « **race aryenne** » supérieure. Ils désignent notamment les Juifs comme des ennemis et les accusent, à tort, de menacer l'Allemagne et de diffuser le communisme. Le régime cherche à construire une communauté nationale définie par des critères raciaux, à exclure les Juifs de la société et à conquérir un « **espace vital** » (Lebensraum) en Europe, notamment à l'est.

La persécution des Juifs et des opposants

• 1935 : les lois sur la protection du sang allemand, dites lois de Nuremberg.

« 1. Les mariages entre Juifs et sujets allemands ou assimilés sont interdits. Les mariages qui seraient célébrés en contravention de cette loi seront déclarés nuls.

2. Les relations [sexuelles] entre Juifs et sujets de sang allemand ou assimilés, en dehors du mariage, sont interdites.

3. Les Juifs n'ont pas le droit d'employer au service de leur ménage des femmes de sang allemand ou assimilé de moins de 45 ans.

4. Il est interdit aux Juifs de hisser les couleurs nationales du Reich. »

• 1938 : mesures économiques contre les Juifs.

« 25 juillet. Les installations de médecins juifs doivent cesser le 30 septembre 1938.

12 novembre. Une contribution de 1 milliard de Reichsmarks est imposée à l'ensemble des Juifs au profit de l'État allemand.

18 novembre. Il est interdit aux Juifs à partir du 1er janvier 1939 de s'occuper de commerce de détail, d'expéditions et d'affaires de transport ou d'exercer le métier d'artisan indépendant. »



Les lois de Nuremberg, adoptées en 1935, privent les Juifs allemands de leurs droits de citoyens et interdisent les mariages entre Juifs et personnes considérées comme de « sang allemand ». Dès 1933, les Juifs et les opposants sont progressivement exclus de nombreux emplois et de la vie publique. Les 9 et 10 novembre 1938, lors de la **Nuit de Cristal**, des violences antisémites organisées par le régime provoquent des destructions, des pillages et des meurtres.

Le régime enferme des opposants politiques et d'autres personnes persécutées dans des camps de concentration comme Dachau, ouvert en 1933.

La terreur et la propagande

La Gestapo (police secrète d'État) traque les opposants. Les SS, d'abord créés comme organisation de protection d'Hitler, deviennent un instrument central de la terreur nazie et de la persécution. Des livres jugés contraires à l'idéologie nazie sont brûlés lors d'autodafés. **Joseph Goebbels**, ministre de l'Éducation du peuple et de la Propagande à partir de 1933, organise la propagande du régime.

L'encadrement de la population et de la jeunesse

Le régime cherche à obtenir l'adhésion de la population et à contrôler la vie publique comme la vie privée. L'école, les loisirs, les médias et les organisations de jeunesse servent à diffuser l'idéologie nazie et à imposer l'obéissance au Führer.

Les Jeunesses hitlériennes (Hitlerjugend), fondées en 1926, encadrent les garçons et les préparent notamment à la discipline militaire ; les filles sont orientées vers des organisations qui les préparent au rôle familial que le régime leur assigne. À l'école, les enseignements sont adaptés à l'idéologie raciste et antisémite du régime.

C. Le régime soviétique en URSS

→ activité 4 – Étude vidéo sur l'URSS

En février 1917, une révolution provoque la chute du tsar Nicolas II. En **octobre 1917**, les **bolcheviks dirigés par Lénine prennent le pouvoir**. Après une guerre civile, **l'Union des républiques socialistes soviétiques** (URSS) est créée en 1922. Joseph Staline devient **secrétaire général du Parti communiste** en 1922. Après la mort de Lénine en 1924, il écarte progressivement ses rivaux et impose sa domination.



Une idéologie communiste transformée par Staline

Le communisme, inspiré du marxisme, vise à terme une société sans classes sociales et la disparition de la propriété privée des moyens de production. Le régime soviétique affirme agir au nom des travailleurs et du **prolétariat**. Sous Staline, la construction accélérée du socialisme passe par la **collectivisation** de l'agriculture et l'industrialisation forcée. Les personnes qui s'opposent à cette politique sont considérées comme des ennemis du régime.

La terreur et les purges

Le NKVD, police politique soviétique, surveille la population et réprime les opposants. Dans les années 1930, les **Grandes Purges**, notamment les procès de Moscou et la **Grande Terreur** de 1937-1938, visent des responsables du Parti, des militaires et de nombreux citoyens accusés d'être des ennemis du peuple. Des centaines de milliers de personnes sont exécutées ; des millions sont emprisonnées, déportées ou envoyées dans les camps de travail du **Goulag**.

L'ennemi désigné par le régime est notamment l'« ennemi de classe ». Les koulaks sont des paysans considérés comme aisés ou hostiles à la collectivisation. La dékoulakisation entraîne des confiscations, des déportations et de nombreuses morts, notamment dans des régions éloignées de l'URSS.

Le culte du chef et le contrôle de la société

Des parades, des affiches et des cérémonies entretiennent le **culte de la personnalité de Staline**. Les **komsomols**, organisations de jeunesse communiste, diffusent l'idéologie officielle. L'État contrôle l'essentiel de l'économie : l'agriculture est collectivisée et une industrialisation rapide est menée à travers les plans quinquennaux. Les syndicats indépendants et les organisations autonomes sont supprimés ou placés sous le contrôle du Parti, qui encadre les travailleurs.

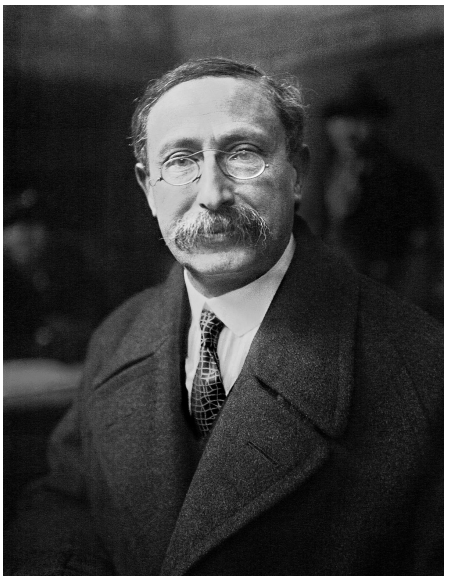
D. La France et le Front populaire

La crise économique touche durement la France : la production et les prix agricoles baissent, les entreprises ralentissent leur activité, les faillites se multiplient et le chômage progresse. Les gouvernements successifs adoptent des mesures d'austérité, notamment la hausse de certains impôts et la réduction du traitement des fonctionnaires, qui alimentent le mécontentement.



La crise économique et l'instabilité gouvernementale renforcent **l'antiparlementarisme et l'extrême droite**. Le 6 février 1934, des manifestations de ligues d'extrême droite et d'autres groupes hostiles au régime dégénèrent en affrontements violents près de la Chambre des députés. La gauche y voit une menace pour la République. Des mouvements antifascistes se développent et favorisent le rapprochement des partis de gauche.

En 1935, socialistes, communistes et radicaux se rassemblent dans une coalition appelée Front populaire. Celle-ci remporte les élections législatives de mai 1936. Le socialiste **Léon Blum** devient **président du Conseil**, avec la participation des radicaux et le soutien des communistes. La victoire suscite un grand espoir de progrès social.



Les accords de Matignon, signés le 7 juin 1936 entre les représentants des salariés et du patronat, prévoient notamment des augmentations de salaire, la reconnaissance des délégués du personnel et le développement des conventions collectives.

Des lois adoptées en juin 1936 instaurent **deux semaines de congés payés** et réduisent la durée légale du travail à **40 heures par semaine**. Le gouvernement espère soutenir le pouvoir d'achat, relancer la consommation et réduire le chômage. Ces réformes améliorent les droits sociaux, mais ne mettent pas fin aux difficultés économiques.

Le Front populaire rencontre des oppositions politiques et des difficultés économiques. L'extrême droite mène une campagne hostile et l'antisémitisme progresse, notamment contre Léon Blum. Face aux tensions et aux difficultés financières, le gouvernement suspend certaines réformes en 1937. **Léon Blum démissionne le 21 juin 1937**. Le Front populaire reste toutefois associé à des avancées sociales importantes.

Info : Le Nouveau Front populaire (2024)

Le 9 juin 2024, lors des élections européennes, le Rassemblement national arrive largement en tête avec 31,4 % des suffrages. Face à cette progression, le président Emmanuel Macron décide de **dissoudre l'Assemblée nationale** et convoque des **élections législatives** anticipées les 30 juin et 7 juillet 2024.

Cette décision fait craindre une arrivée au pouvoir de l'extrême droite. Pour lui faire barrage, les **principaux partis de gauche** — La France insoumise, le Parti socialiste, Les Écologistes et le Parti communiste français — **s'unissent rapidement et créent le Nouveau Front populaire (NFP)**, en référence au Front populaire de 1936. Ils présentent des candidatures communes et un programme commun.